



Eurélien
LE DÉPARTEMENT



**Rapport annuel de
développement durable
de l'année 2021**



Sommaire

Introduction	3
Présentation	7
Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes	8
Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire	10
Permettre à tous de vivre en bonne santé	12
Assurer l'accès de chacun à une éducation de qualité	14
Parvenir à l'égalité des sexes	16
Garantir l'accès de tous à l'eau	18
Garantir l'accès de tous à des services énergétiques	20
Promouvoir une croissance économique soutenue	22
Bâtir une infrastructure résiliente	24
Réduire les inégalités dans les pays	26
Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous	28
Établir des modes de consommation et de production durables	30
Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	32
Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers	33
Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres	34
Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable	36
Renforcer les moyens de mettre en oeuvre le partenariat mondial	38



Mot du Président

L'Eure-et-Loir connaît, à l'instar de tous les départements français, les défis du changement climatique. Ces dérèglements engendrent sur le quotidien des Euréliens des bouleversements sur lesquels nous devons toutes et tous agir avec pragmatisme et non dogmatisme.

Ainsi, pour faire face à ces conséquences le Conseil départemental dispose de nombreux atouts à valoriser pour faire de cette crise climatique, une opportunité de développement pour demain. La volonté est de créer les conditions qui feront de notre département, un département résilient écologiquement. A travers nos politiques, que ce soit celles envers nos aînés, ou celles envers nos routes, notre patrimoine, ou encore l'aménagement de notre territoire, nous devons contribuer à définir les contours d'un avenir eurélien vertueux.

Le rapport 2021, consacré à la situation du Conseil départemental d'Eure et Loir en matière de développement durable, se veut pleinement ancré dans cette ambition commune. De manière tout à fait inédite, il fait toute la lumière sur les actions et les politiques menées par notre collectivité concourant à atteindre les 17 objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies. Evolutif, tourné vers demain, ce rapport a vocation à s'étoffer en prenant en compte les éléments constitutifs de notre stratégie pour l'avenir : Eure-et-Loir 2040.

*Christophe Le Dorven,
Président du Conseil départemental
d'Eure-et-Loir*

Préambule

Depuis 2011, les collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants doivent rendre compte chaque année de leurs actions et politiques dans un rapport de développement durable (article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite loi « Grenelle2 » et article D3311-08 du CGCT)

Celui-ci doit couvrir 5 objectifs (article L110-1 du Code de l'environnement modifié par la Loi 2021-1104 du 22/08/2021) :

1. La lutte contre le changement climatique ;
2. La préservation de la biodiversité, des milieux, des ressources ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
3. La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
4. L'épanouissement de tous les êtres humains ;
5. La transition vers une économie circulaire.

En août 2021, les éléments sur lesquels les collectivités doivent rendre des comptes ont évolué :

«Préalablement aux débats sur le projet de budget, le président du Conseil départemental présente un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation et à contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable inscrits au programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté le 25 septembre 2015 par l'Assemblée générale des Nations unies.»

Article L3311-2 du CGCT modifié par le Loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 – art5.

Pour la première fois, le rapport du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir corrèle ses actions aux 17 objectifs de développement durable identifiés par l'ONU dans son Agenda 2030. Ces 17 objectifs couvrent l'intégralité des enjeux de développement dans tous les pays tels que le climat, la biodiversité, l'énergie, l'eau, la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation, etc.



Ainsi, le rapport de développement durable de l'année 2021 permet de **rendre compte des actions de la collectivité en matière de développement durable et de sa contribution aux objectifs nationaux et internationaux.**

Il vise également à **communiquer auprès des élus et des agents pour susciter l'envie de s'impliquer et de développer** cette orientation dans la collectivité et sur le territoire. La collectivité s'engage pour une organisation responsable, résiliente et performante, et un territoire désirable et préparé aux évolutions environnementales, sociétales et économiques présentes et à venir.

Enfin, le rapport présente une analyse des processus de gouvernance mis en œuvre par la collectivité pour élaborer, mener et évaluer son action.

Le rapport de développement durable de l'année 2021 est présenté aux élus départementaux lors des Orientations budgétaires le 21 novembre 2022 afin de mettre au centre des débats les choix politiques et leur cohérence sur le territoire au regard des enjeux locaux et des finalités du développement durable.

AVERTISSEMENT

Le Rapport développement durable de l'année 2021 réalisé en 2022 est le premier d'une nouvelle série, après les versions fusionnées réalisées depuis 2019 (Rapport de performance durable regroupant également le Rapport annuel d'activité et le Rapport sur l'égalité femme-homme).

Il cherche à être le plus complet possible mais ne peut cependant garantir être exhaustif des politiques et actions menées. Il a vocation à s'améliorer et s'étoffer dès 2023 avec la mise en œuvre du projet d'administration, du plan de mandature et d'Eure-et-Loir 2040.

Présentation

Le rapport de développement durable de l'année 2021 présente :

- le bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité ;
- le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire.

Les actions et les politiques publiques sont classées par objectifs de développement durable, qui s'inscrivent eux-mêmes dans les 5 finalités du développement durable :

Grille de concordance entre les 5 finalités du développement durable et les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 de l'ONU

Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère



Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources



Épanouissement de tous les êtres humains



Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations



Transition vers une économie circulaire - Consommation responsable



source : Boîte à outils ODD – Ministère de la Transition écologique

Les pages suivantes présentent chaque objectif de développement durable de l'agenda 2030 de l'ONU, et les sous-thématiques incluent par l'ONU dans chaque objectif. Pour chacune de ces thématiques, le document expose les actions menées par le Conseil départemental qui y contribuent.

N.B. : certaines thématiques peuvent ne concerner aucune action menée par le Conseil départemental, soit parce que cette thématique n'entre pas dans le champ des compétences de la collectivité, soit parce que le niveau de maturité de la collectivité sur cette thématique reste à développer.



ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT DANS LE MONDE

Par ses politiques et ses actions, le Conseil départemental contribue activement et fortement à l'objectif n°1 de l'ONU. Sa compétence sociale et sa politique d'action sociale contribuent à lutter contre la pauvreté, à assurer un revenu minimum aux bénéficiaires du RSA, à faciliter l'accès des personnes vulnérables aux soins, à l'emploi et aux services de base. Les politiques sociales du Conseil départemental renforcent également la résilience des personnes en situation de pauvreté face aux phénomènes climatiques extrêmes ou à des catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental.

■ Focus sur la politique d'action sociale du Conseil départemental

<https://eurelien.fr/guide/action-et-aides-sociales>

L'action sociale et les solidarités sont au cœur des missions du Conseil départemental qui vient en aide aux personnes en difficulté financière ou sociale. Les 2 axes d'intervention majeurs sont l'insertion des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), avec la garantie d'un revenu minimum et l'aide au retour à l'emploi, et l'accompagnement des publics en situation de fragilité et/ou d'exclusion.

Début de l'action : compétence obligatoire du Conseil départemental, depuis sa création.

Fin prévisionnelle : aucune.

Budget départemental 2021 : 58 901 341 €.

Partenaires : services de l'Etat et nombreux acteurs sociaux du territoire, publics, privés et associatifs.

Indicateurs :

- 8 605 foyers bénéficiaires du RSA et 54 millions d'euros d'allocations RSA.
- 25 283 foyers eureliens accompagnés par le service de l'action sociale.



■ Focus sur le recrutement de personnes en difficulté dans les collèges

Une Convention de coopération a été signée entre le Conseil départemental et l'État pour l'année scolaire 2021-2022 visant à recruter sur des postes d'agents polyvalents d'entretien des collèges des personnes éloignées de l'emploi, des bénéficiaires du RSA, des jeunes de moins de 26 ans, des jeunes en situation de handicap de moins de 30 ans, des habitants des Quartiers prioritaires de la ville (QPV) ou des Zones de revitalisation rurale (ZRR). Les nouveaux agents sont accompagnés

par un agent départemental tuteur et bénéficient d'un bilan trimestriel pour faciliter leur prise de poste et leur montée en compétence. Ils sont rémunérés selon la grille des agents d'entretien à hauteur de 23 heures hebdomadaires.

Début de l'action : Septembre 2021.

Fin prévisionnelle : Septembre 2022.

Budget départemental 2021 : 124.794,55€

Partenaires : services de l'Etat.

Indicateurs :

- 17 agents recrutés pour une durée de 1 an renouvelable 1 fois pour 12 mois maximum.



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens

- Financement de l'accession sociale à la propriété à proximité des services et des emplois.
- Accompagnement et aide aux mineurs non accompagnés (MNA) - Voir focus objectif 10.
- Habilitation à l'aide sociale des EHPAD (80% des EHPAD) et de Services à domicile (60% de l'activité).

Pour les agents départementaux

- Soutien à l'APDEL (Association du personnel du Département d'Eure-et-Loir) et contractualisation avec le CNAS (Comité national d'action sociale).
- Mise en place d'une complémentaire santé à l'usage des agents.
- Garantie d'une rémunération équitable et en lien avec le coût de la vie.





ÉLIMINER LA FAIM, ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, AMÉLIORER LA NUTRITION ET PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE DURABLE

Les politiques sociales et éducatives du Conseil départemental contribuent à l'objectif de l'ONU de lutte contre la faim et contre la malnutrition, notamment auprès des nourrissons, des enfants, des collégiens, des femmes enceintes et des personnes accompagnées par les services sociaux. Ses politiques économiques et de développement du territoire contribuent par ailleurs à une alimentation plus vertueuse pour la santé, l'environnement et l'économie locale, ainsi qu'à la transformation du secteur agricole vers un modèle résilient et durable.

■ Focus sur l'approvisionnement en produits locaux dans la restauration collective des collèges

<https://www.agrilocal28.fr/>

Afin de permettre aux chefs de cuisine des collèges de travailler et de proposer des produits locaux et de qualité, le Conseil départemental d'Eure-et-Loir met gratuitement à disposition des collèges une plateforme en ligne qui recense des producteurs locaux et permet d'effectuer des achats dans le respect de la commande publique. La plateforme Agrilocal s'attache également à sensibiliser les collégiens avec la mise en place de semaines à thèmes et d'outils pédagogiques valorisant l'agriculture locale. Cet outil est également mis à disposition des communes, EHPAD, foyers, hôpitaux et autre établissements scolaires.

Début de l'action : janvier 2019

Fin prévisionnelle : aucune.

Budget départemental 2021 : 12 330 €.

Partenaires : association Agrilocal.fr, Chambre d'agriculture.

Indicateurs :

- 106 agriculteurs et artisans présents sur la plateforme Agrilocal28.
- 31 collèges euréliens utilisateurs de la plateforme.
- 52 tonnes de produits vendus via Agrilocal28.



■ Focus sur le développement des circuits courts et la diversification agricole

<https://eurelien.fr/actualite/quatre-solutions-faciles-pour-mieux-consommer>

Le Conseil départemental accompagne et développe la consommation de produits locaux avec la Chambre d'agriculture. Ils épaulent les producteurs euréliens et proposent des outils de mises en lien avec les consommateurs : la plateforme logistique « Sur le champ » <https://drive.surlechamp.co/> rassemble les produits à destination des particuliers, la marque Terres d'Eure-et-Loir <https://www.terres-eure-et-loir.fr/> identifie les produits locaux et le réseau Bienvenue à la ferme <http://www.bienvenue-a-la-ferme.com/> recense les lieux de vente des producteurs fermiers.

Début de l'action : 2002 pour Terres d'Eure-et-Loir, 2019 pour « Sur le champ »

Fin prévisionnelle : aucune.

Budget départemental 2021 : non identifié.

Partenaires : Chambre d'agriculture, Bienvenue à la ferme, Région CVL, CER France Alliance Centre, CA Val de France, © du Centre, Cm du Centre, Groupama Centre Manche, radios Intensité et Grand ciel.

Indicateurs :

- Environ 80 producteurs utilisateurs de la plateforme « Sur le champ », qui a généré un budget de 800 k€ sur l'exercice 2021-2022. Les produits de la plateforme sont vendus aussi bien à des particuliers qu'à des professionnels (GMS et restaurants).
- 136 adhérents à « Terres d'Eure-et-Loir » dont 93 producteurs, 6 artisans, 40 magasins Terres d'Eure-et-Loir (dont 13 tenus par des producteurs).
- 17 fermes adhérentes à « Bienvenue à la ferme » en Eure-et-Loir.



■ D'autres actions du Conseil départemental :

Pour les euréliens :

- Conseils et surveillance nutritionnelle des femmes enceintes et des jeunes enfants.
- Action « bien manger, bien grandir » menée à Châteaudun et Dreux en partenariat avec la CPAM28 pour dépister les enfants en surpoids lors des bilans de santé en écoles maternelles et permettre un suivi gratuit par des diététiciennes.
- Partenariats pour l'organisation des dons alimentaires et le conseil en alimentation (Banque Alimentaire, Resto du Cœur, réseau des épiceries sociales).
- Soutien à la profession agricole pour des pratiques vertueuses dans le cadre d'une convention de partenariat avec la chambre d'agriculture visant l'appui au développement des circuits courts, au développement agricole dans le domaine du tertiaire grâce à l'usage du numérique, et la reconquête de la ressource en eau.
- Soutien financier à 9 projets de producteurs agricoles (84 000 € d'aides) au titre des circuits courts et de la diversification agricole dans le cadre du Dispositif départemental d'aides en matière agricole.
- Application de la Loi Egalim dans la restauration scolaire : lutte contre le gaspillage alimentaire et instauration d'un menu végétarien par semaine.
- Actions pour la sécurité, la qualité des denrées et l'équilibre alimentaire dans la restauration scolaire.
- Application du plan de maîtrise sanitaire dans la restauration scolaire avec des actions pour la sécurité et la qualité des denrées.

Pour les agents départementaux :

- Participation financière à l'achat de titres restaurant.



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



PERMETTRE À TOUS DE VIVRE EN BONNE SANTÉ ET PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE À TOUT ÂGE

Face à la situation sanitaire de l'année 2021 marquée par la COVID-19, le Conseil départemental a poursuivi et accentué ses actions en faveur de la santé et du bien-être à destination d'un public varié et dans les collèges. Il contribue activement à la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile, contre les maladies transmissibles et non transmissibles, et sensibilise aux conduites addictives. Il contribue à la santé sexuelle, à l'amélioration de l'impact de l'environnement sur la santé et à la sécurité sanitaire.

Gestionnaire de près de 7500 km de routes départementales, le Conseil départemental agit aussi pour réduire les accidents de la route.

■ Focus sur la mise en œuvre du Plan santé pour lutter contre la désertification médicale

<https://eurelien.fr/guide/sante#guide-block-22>

Soucieux de la faible densité médicale et paramédicale en Eure-et-Loir, le Conseil départemental facilite l'accueil des étudiants et des remplaçants, accompagne l'installation de professionnels de santé, et accompagne le déploiement de la télémédecine et des outils de coordination. Il a mis en place un réseau transversal et pluridisciplinaire de partenaires et différentes aides. Une des actions principales concerne l'hébergement des étudiants en santé. L'objectif est de leur offrir des logements meublés à tarif très attractif afin de leur faciliter la venue sur notre territoire. Ainsi ils découvrent notre département, tisse des liens avec les professionnels et nous espérons qu'ils puissent s'y installer.

Début de l'action : 2011

Fin prévisionnelle : aucune.

Budget départemental 2021 : 94 500 € en fonctionnement et 101 000 € en investissement (BP 2022).

Partenaires : CPTS, CDOM, ARS, Habitat Drouais, Logement Dunois, CROUS, collectivités

Indicateurs :

- Nombre d'étudiants accueillis



■ Focus sur la sûreté des routes départementales

<https://eurelien.fr/actualite/un-plan-de-relance-pour-un-reseau-routier-plus-sur>

La sécurité routière est une priorité pour le Conseil départemental, gestionnaire de 7550 km de routes départementales. Afin de l'améliorer, le Département assure le suivi permanent de l'accidentologie, réalise des travaux de sécurisation et recalibrage des voies, aménage des carrefours, entretient les couches de roulement et aide les communes pour l'acquisition de radars pédagogiques, ainsi que pour les opérations permettant de sécuriser les mobilités.

Début de l'action : Action pluriannuelle, donc récurrente

Fin prévisionnelle : aucune.

Budget départemental 2021 : 41 millions d'€.

Partenaires : Collectivités locales et territoriales sur certaines opérations

Indicateurs 2021 :

Aménagements réalisés :

- Sécurisation du carrefour RD910 au Gué de Longroi et Ymerai
- Sécurisation de la desserte du futur Lycée de Hanches sur la RD906
- RD939 : 1ère tranche de la déviation de Châteauneuf en Thymerais
- RD923/RD955 – Giratoire de Nogent le Rotrou

■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Mise en œuvre de la politique protection de l'enfance. <https://eurelien.fr/guide/sante>.
- Mise en œuvre de la politique de PMI en périnatalité.
- Mise en œuvre de la politique de PMI en santé sexuelle.
- Mise en œuvre de la politique sportive avec notamment le soutien aux associations sportives.
- Prévention en termes de santé environnementale auprès des femmes enceintes et des parents de très jeunes enfants.
- Prévention et lutte contre les conduites addictives avec la formation des intervenants sociaux.
- Mise en œuvre d'une stratégie de gestion des risques sanitaires et pandémies.
- Inspection régulière de l'ensemble des établissements médico-sociaux pour s'assurer de la bonne prise en charge des résidents.
- Expérimentation sur l'année scolaire 2021-2022 du Plan d'hygiène sanitaire écoresponsable dans les collèges : amélioration des conditions de travail des agents ATTEE avec une nouvelle méthode d'entretien et la mécanisation de certaines tâches.
- Mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les collèges.

Pour les agents départementaux :

- Elaboration et suivi du Document Unique.
- Mise en œuvre d'un plan de communication autour des risques psycho-sociaux (RPS).
- Actions de prévention sur les troubles musculo-squelettiques (TMS).
- Mise en place de dispositifs pour assurer la sécurité des agents en contact avec le public.
- Mise à disposition des agents d'un psychologue et d'un assistant social.
- Equipement des agents en équipements de protection individuelle (EPI) spécifiques.
- Accompagnement actif des agents dans leur protection contre la Covid-19.
- Equipement des sites en défibrillateur et premiers secours.
- Développement du réseau de sauveteurs secouristes du travail (SST).
- Développement du réseau de Correspondants hygiène et sécurité.





ASSURER L'ACCÈS DE CHACUN À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, SUR UN PIED D'ÉGALITÉ, ET PROMOUVOIR LES POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE SA VIE

Le Conseil départemental contribue fortement et activement à une éducation de qualité, notamment en assurant l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général et technique des collèges publics. Il contribue ainsi à une éducation scolaire gratuite et accessible. Il y agit également pour le développement des connaissances/compétences en matière de développement durable.

Au-delà de ses actions vis-à-vis des collèges, le Conseil départemental est impliqué dans l'enseignement supérieur avec la gestion d'Eure-et-Loir Campus, et dans l'éducation tout au long de la vie avec des actions culturelles. Il agit également pour la montée en compétences et la formation continue de ses employés.

■ Focus sur la création d'un Environnement numérique de travail pour les collèges euréliens (ENT)

En 2021, le Conseil départemental a déployé un Environnement numérique de travail baptisé « Collèges euréliens » offrant à la communauté éducative de nombreux outils tels que la visioconférence, la prise de note collaborative, les cours en ligne, l'espace de stockage partagé... Des tutoriels de prise en main ont été réalisés à destination des élèves, des enseignants et des parents.

Début de l'action : mars 2021

Fin prévisionnelle : aucune.

Budget départemental 2021 : 67 000 €.

Partenaires : GIP RECIA, Canopé, Rectorat, collèges publics

Indicateurs :

- Taux d'activation des comptes élèves / parents / enseignants.
- Nombre de visites par application.



■ Mise en œuvre du plan de meilleure réussite scolaire

Le Département a poursuivi en 2021 son effort financier permettant l'accompagnement des projets de collèges afin de favoriser les pratiques artistiques, sportives, techniques et scientifiques. Ce dispositif, porté par le Département et associant les services de l'Education Nationale, prend en charge les frais occasionnés par les interventions de professionnels au sein des collèges. Par ailleurs, le Conseil départemental a proposé aux élèves une aide aux apprentissages par le dispositif d'aide départementale aux devoirs. Cet accompagnement, gratuit et facultatif pour les élèves, s'inscrit en complément des actions de l'Etat et des activités d'enseignement délivrés dans les établissements. L'aide accordée par le Département est calculée sur la base d'une dotation horaire maximum de 250 heures par établissement. Enfin, le Département a offert à chaque eurélien entrant en classe de 6ème une calculatrice adaptée à toute sa scolarité au collège. Ce matériel permet une équité entre les élèves et une harmonisation souhaitée par les équipes éducatives.

Début de l'action : --

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 310 000 €

Partenaires : DSDEN, direction diocésaine, DRAC, collèges publics et privés

Indicateurs :

- Nombre de projets de collèges accompagnés et montant des subventions allouées aux collèges publics et privés.
- Nombre d'heures d'aide départementale aux devoirs effectuées au sein des collèges publics.
- Nombre de calculatrices distribuées au sein des collèges publics et privés.

■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Mise en œuvre de la politique d'éducation et d'enseignement supérieur.
- Mise en œuvre du programme Musique à l'école.
- Animation du dispositif de labellisation au développement durable "Gouttes d'eau" dans les collèges.
- Progression dans la mise en conformité de l'accessibilité des collèges publics.
- Assurer la découverte et l'approfondissement des connaissances en histoire, patrimoine et citoyenneté pour les scolaires du département grâce aux ateliers du service éducatif des Archives départementales et la mise en ligne de contenus éducatifs et culturels sur le site Internet des Archives départementales.
- Permettre la documentation historique de la recherche par le classement, la description et la mise à disposition d'archives au public.
- Soutien à l'enseignement supérieur et co-organisation de conférences de diffusion de la culture scientifique et technique.
- Collaboration avec la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) pour une meilleure inclusion scolaire.
- Recrutement et formation de 10 conseillers numériques en 2021 pour aider les usagers dans leurs démarches en ligne à compter de 2022.

Pour les agents départementaux :

- Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de formation.
- Accompagnement des agents dans leur parcours professionnel et les concours.
- Recrutement d'apprentis et de stagiaires.
- Organisation d'opération de sensibilisation auprès des agents lors de journées ou semaines à thème.
- Mise en œuvre de conférences apprenantes pour les agents sur différentes thématiques.





PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

Les actions du Conseil départemental dans le domaine social contribuent à l'égalité des sexes et à la lutte contre les discriminations, les violences et l'exploitation humaine. Ses missions comprennent un accès aux soins de santé sexuelle, la promotion de la liberté de procréation et l'autonomisation. Par ailleurs, en interne, la collectivité veille à un accès équitable des hommes et de femmes aux postes de direction et de décision.

■ Focus sur la santé sexuelle et les actions médico-sociales

<https://eurelien.fr/actualite/des-formations-gratuites-pour-lutter-contre-la-fracture-numerique>

Le service de la Protection maternelle et infantile (PMI) favorise l'accès équitable à des soins de santé primaire : prévention et dépistage dans les domaines de la contraception, du suivi des grossesses, de la pédiatrie du jeune enfant, des bilans de santé en écoles maternelles. Le Conseil départemental contribue ainsi à l'accompagnement sanitaire et médico-social notamment des plus précaires, lors des permanences et consultations réparties sur le territoire, mais aussi lors des visites à domicile ainsi que dans les centres de santé sexuelle.

Début de l'action : historique

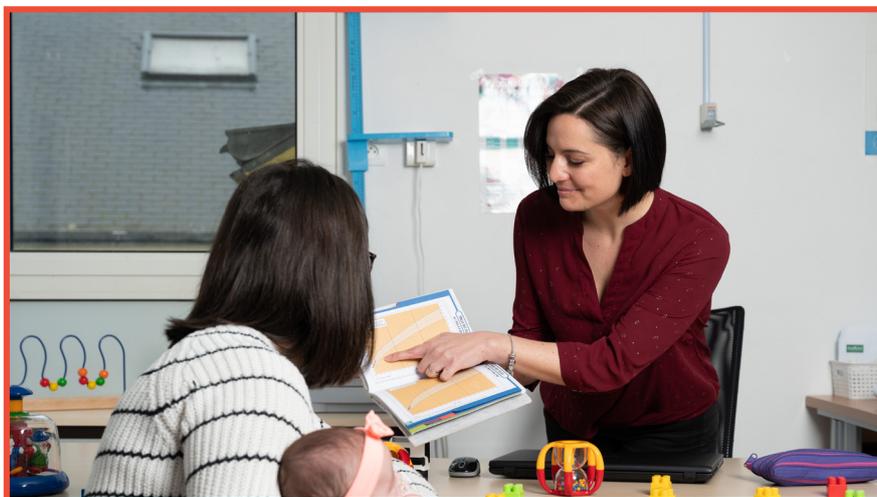
Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 950 000 €.

Partenaires : services de maternité et de pédiatrie et centres périnataux de proximité des hôpitaux, médecins libéraux, sages-femmes libérales.

Indicateurs :

- 1 954 consultations prénatales
- 2 764 enfants vus en bilans de santé en écoles maternelles
- 6 304 consultations infantiles
- 2 669 visites à domicile d'infirmières-puéricultrices
- 4 854 actes de puéricultrices lors de permanences



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Soutien au développement de la pratique sportive féminine.

Pour les agents départementaux :

- Mise en place d'une direction paritaire.
- Négociation avec les organisations syndicales sur l'égalité homme-femme.



Le centre de santé sexuelle





GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

La forte implication du Conseil départemental pour la qualité de l'eau en Eure-et-Loir est historique. Il contribue ainsi à la recherche de nouvelles ressources en eau, à la rénovation et à l'interconnexions des réseaux d'alimentation en eau potable, afin de rendre l'eau potable accessible à tous.

Par ailleurs, l'action d'Eure-et-Loir Ingénierie contribue à des services d'assainissement accessibles sur l'ensemble du territoire.

La question de la qualité de l'eau et de la gestion des écoulements est également prise en compte dans la gestion du patrimoine routier départemental et dans les actions du Conseil départemental en matière d'aménagement du territoire. En partenariat avec d'autres acteurs, notamment agricoles, le Conseil départemental se mobilise aussi pour une gestion durable de la ressource en eau, l'anticipation des pénuries, et la protection et la restauration des écosystèmes liés à l'eau.

■ Focus sur les process et équipements pour diminuer la consommation d'eau dans les collèges

Expérimentation du plan d'hygiène écoresponsable avec 3 collèges pilotes, visant l'éviction de produits d'entretien toxiques, l'utilisation de produits écoresponsables, et des économies d'eau. Les 3 collèges pilotes ont expérimenté une nouvelle technique d'entretien général selon la méthode de pré imprégnation qui présente les avantages suivants :

- Suppression des charges lourdes et des tâches répétitives, amélioration des conditions de travail des agents ATTEE
- Utilisation de produits Ecocert et respectueux de l'environnement
- Préservation des ressources naturelles, économie d'eau
- Sécurité sanitaire garantie pour l'ensemble de la communauté éducative avec l'éviction des produits toxiques

Début de l'action : 2021

Fin prévisionnelle : Généralisation de 2023 à 2026.

Budget départemental 2021 : 16 000 €.

Partenaires : aucun

■ Focus sur l'accompagnement des collectivités dans la mise en place des Aires d'Alimentation de Captages d'eau potable (AAC)

Le Conseil départemental s'investit depuis de nombreuses années dans l'amélioration de la qualité et de la quantité d'eau, en partenariat avec les agriculteurs et les communes. Il y intègre la préservation de la ressource, dans une perspective d'adaptation au changement climatique et de résorption des conflits d'usage. Dans le cadre du partenariat avec la Chambre d'agriculture, il a participé financièrement à une expérimentation sur la mise en place d'intercultures courtes pour piéger l'azote sur certaines Aires d'Alimentation de Captage (AAC).

Début de l'action : 2019 (début de l'expérimentation)

Fin prévisionnelle : 2021, fin de l'expérimentation

Budget départemental 2021 : 39 000 €.

Partenaires : Collectivités territoriales, Chambre d'agriculture

Indicateurs :

- Nombre d'hectares en intercultures courtes.
- Nombre d'agriculteurs engagés dans la démarche.

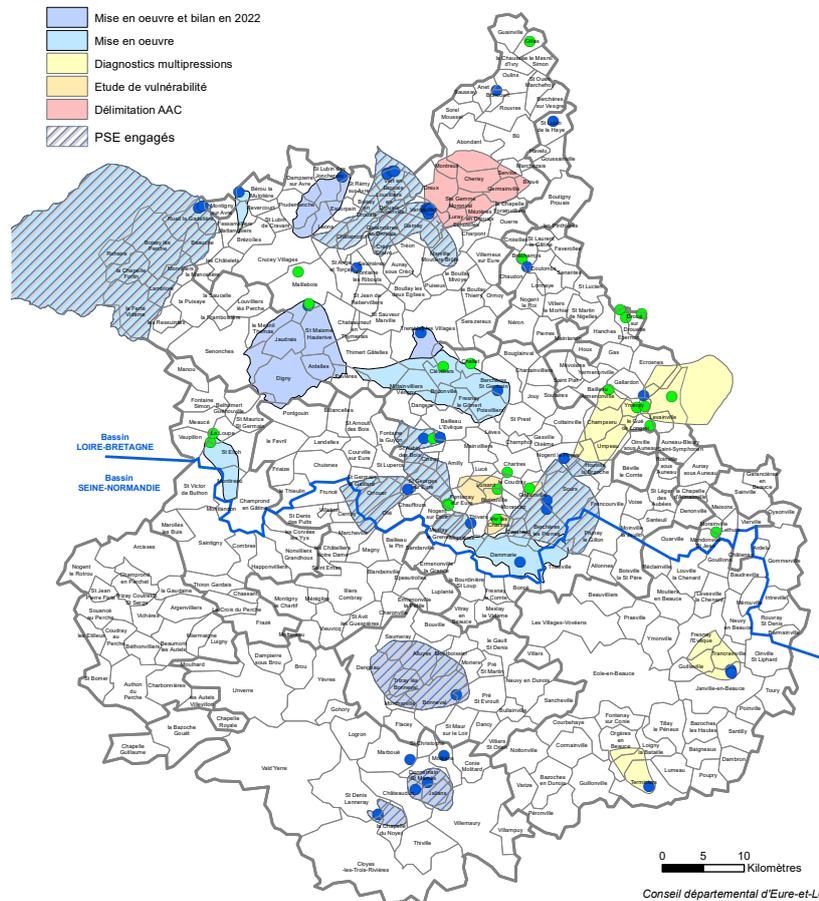
Situation au 1er janvier 2022

Classement du captage retenu au SDAEP

- Prioritaire (39)
- Sensible SDAGE Seine-Normandie (24)

Stade de la procédure

- Mise en oeuvre et bilan en 2022
- Mise en oeuvre
- Diagnostics multipressions
- Etude de vulnérabilité
- Délimitation AAC
- PSE engagés


 Conseil départemental d'Eure-et-Loir
 Service valorisation et animation des territoires
 Date : janvier 2022

Source(s) : Département d'Eure-et-Loir

■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Schéma départemental d'alimentation en eau : modification du règlement d'intervention financière pour accompagner les collectivités dans les lourds travaux de remise en état des réseaux de distribution et l'amélioration de leur taux de renouvellement.
- Mise en œuvre du nouveau schéma départemental d'alimentation en eau potable.
- Poursuite de la démarche de zéro phyto dans l'entretien des dépendances vertes et bleues du réseau routier.
- Gestion rigoureuse et contrôlée de l'épandage du sel avec la modernisation progressive de la flotte d'engins de service hivernal et des recommandations fines en matière d'adaptation du traitement, notamment avec la bouillie de sel.
- Suivi des systèmes d'assainissement non collectif pour limiter l'impact sur l'environnement.



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À UN COÛT ABORDABLE

Le Conseil départemental contribue à l'objectif 7 de l'ONU sur le territoire en aidant les collectivités à financer leurs travaux énergétiques, en pilotant l'achat d'électricité depuis 2014 pour la centrale d'achat régionale Approlys Centr'Achats et en ayant été à l'initiative de la centrale photovoltaïque de Crucey mise en service en 2012. Il optimise sa flotte de véhicules et veille à leur sobriété, et réalise des travaux d'économie d'énergie ou d'efficacité énergétique sur les collèges publics et sur son propre patrimoine. Il augmente sa flotte de véhicules électriques ou hybrides et consomme depuis 2016 une électricité garantie d'origine renouvelable.

■ Focus sur les travaux énergétiques dans les collèges publics euréliens

<https://eurelien.fr/actualite/colleges-des-etablissements-moins-energivores>

En 2021, dix collèges ont bénéficié de travaux lancés dans le cadre du marché de performance qui vise la rénovation énergétique de l'ensemble des collèges publics du territoire et une baisse de 30 à 40% des consommations énergétiques. Un calendrier des travaux, prévus jusqu'à l'été 2023 permettra d'atteindre ces objectifs rapidement tout en assurant la continuité de l'activité des occupants. En particulier, des travaux d'isolation en façade ou en toiture, la mise en place de systèmes de production de chauffage plus efficaces et l'intégration d'énergies renouvelables telles que les pompes à chaleur ont été réalisés.

Début de l'action : 2021

Fin prévisionnelle : aout 2023

Budget départemental 2021 : 21,6 millions d'€ pour les 10 premiers collèges.

Partenaires : Eiffage Energies Systèmes, BET Delage et Couliou

Indicateurs :

- Evolution des consommations réelles d'électricité et gaz (données disponibles fin 2022).



■ Focus sur le pilotage de l'achat d'électricité pour le GIP Approlys Centr'Achats

Depuis 2014, le Conseil départemental participe activement au fonctionnement du Groupement d'intérêt public Approlys Centr'Achats, et pilote notamment l'achat d'électricité. En 2021, le Conseil départemental a élaboré et contractualisé les marchés d'électricité 2022-2025 pour le compte de 510 des 830 adhérents du GIP. Ces contrats leur permettent de bénéficier de tarifs contrôlés et fixés au début de l'envolée des prix de l'énergie qui sévit depuis l'été 2021. La participation du Conseil départemental se traduit également par l'accompagnement des adhérents et des fournisseurs dans la vie du contrat.

Début de l'action : 2021

Fin prévisionnelle : 31/12/2024

Budget départemental 2021 : mise à disposition gratuite d'agents du service de l'achat public.

Partenaires : GIP Approlys Centr'Achats, Région Centre Val de Loire, 5 autres Départements de la région.

Indicateurs :

- 510 bénéficiaires des marchés électricité en cours.



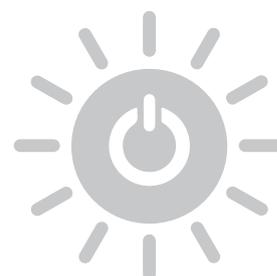
■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Équipement en énergie renouvelable de quelques collèges : pompes à chaleur air/eau aux collèges Rabelais à Cloyes-les-3-rivières, Camus à Dreux et Macé à Mainvilliers, pompe à chaleur géothermique eau/eau au collège Jean Monnet à La Loupe.
- Opérations d'aménagement foncier contribuant à diminuer fortement les déplacements d'engins agricoles en regroupant les exploitations.
- Schéma des mobilités incluant les aires de covoiturage à proximité du réseau routier structurant, en aires dites secondaires ou d'appui, venant compléter l'offre des agglomérations ou du réseau autoroutier.
- Facilitation des projets de développement sur le parc photovoltaïque de Crucey.

Pour les agents départementaux :

- Fourniture des sites du Département en électricité d'origine renouvelable.
- Poursuite de l'achat de véhicules légers électriques et utilitaires hybrides.
- Équipement des sites du Département en bornes de recharges électriques.
- Etude prospective sur l'évolution de la flotte technique, notamment vers l'hydrogène.
- Achat et entretien de vélos électriques sur des sites du Département.
- Aide financière aux agents pour leurs déplacements doux, le covoiturage et les transports en commun.
- Télétravail autorisé jusqu'à 3 jours par semaine, sous réserve de nécessité de service.
- Bilan thermique par drone de bâtiments, au cas par cas.
- Amélioration continue des systèmes de chauffage, de rafraîchissement et de ventilation des bâtiments.
- Automatisation du suivi des consommations énergétique pour en assurer le pilotage.



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

Le Conseil départemental se mobilise pour l'emploi local et le travail décent, notamment par son accompagnement des bénéficiaires sociaux dans leur retour à l'emploi, et le dispositif boost-emploi. Ses politiques contribuent également à une croissance économique vertueuse, avec des investissements maintenus pour stimuler l'économie locale. Le Conseil départemental se mobilise en faveur du tourisme durable avec le programme Let it slow et l'ouverture au public de son patrimoine architectural et naturel.

■ Focus sur l'emploi de services civiques pour des missions d'intérêt général, et de stagiaires

Le Conseil départemental accueille et accompagne depuis 2015 des volontaires en service civique, qui viennent effectuer leur mission d'intérêt général au sein de la collectivité, dans les domaines de la Solidarité, de la Culture et des loisirs, de l'Éducation pour tous, de l'Environnement, de la Mémoire et de la citoyenneté. Les missions proposées permettent d'expérimenter ou d'améliorer des services et des actions menées pour les euréliens.

Début de l'action : Octobre 2015

Fin prévisionnelle : Aucune

Budget départemental 2021 : Pas de ligne budgétaire spécifique.

Partenaires : Agence du Service Civique, SDJES (Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports), acteurs jeunesse (BIJ, PIJ, missions locales), SC2S (Service Civique Solidarité Seniors).

Indicateurs :

- 91% des volontaires ont repris leurs études ou accéder à un emploi à l'issue de leur engagement volontaire (45% ont repris des études, 46% ont accéder à un emploi).



■ Focus sur l'élaboration du schéma départemental des itinéraires cyclables et des voies vertes

La crise sanitaire a généré de nouvelles pratiques en matière vélo : augmentation de la part modale du vélo, retour des français sur des destinations moins lointaines et développement du slow tourisme. Le Département a souhaité se saisir de ces nouvelles tendances pour élaborer son schéma départemental des itinéraires cyclables et des voies vertes. Ce dernier doit déboucher sur une ossature départementale cyclable dont la réalisation incombera au Département et sur laquelle les collectivités locales pourront venir se connecter pour compléter le réseau qu'il soit à destination des loisirs (boucles touristiques notamment) ou à destination des usages quotidiens.

Début de l'action : 2021

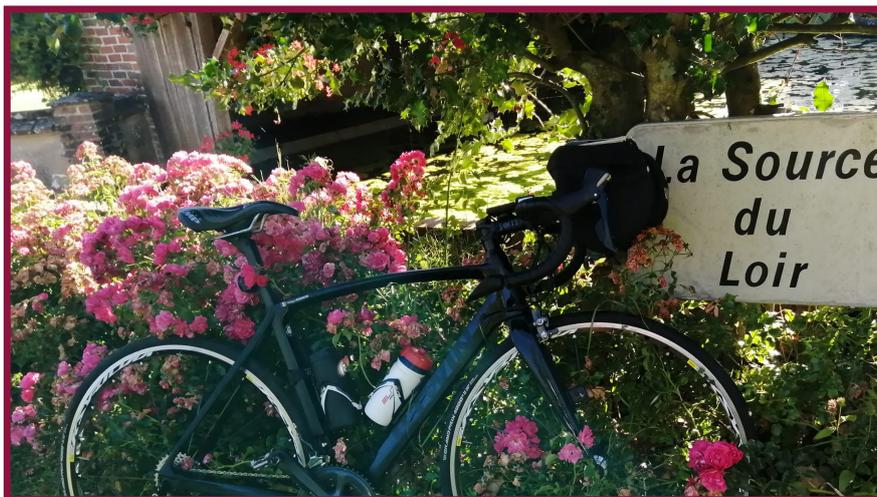
Fin prévisionnelle : fin 2022

Budget départemental 2021 :

Partenaires : collectivités, ADEME, Région.

Indicateurs :

- Nombre de km de voies vertes réalisées.
- Nombre de projets financés dans le cadre des dispositifs transition écologique et mobilités douces et Appel à projets « projets structurants »



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Aide et accompagnement pour le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA.
- Application mobile Boost-emploi qui permet aux candidats de consulter, postuler et échanger avec le recruteur.
- Soutien à la Cosmetic Valley et à Polepharma pour faire connaître leurs métiers aux jeunes et aux demandeurs d'emploi.
- Contribution à une meilleure attractivité des métiers du médico-social par le soutien financier des établissements et services.

Pour les agents départementaux :

- Déprécarisation des agents contractuels avec des contrats de travail plus pérennes.
- Optimisation des surfaces occupées et diminution des surfaces vacantes dans les bâtiments.





BÂTIR UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE À TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION

Avec 7500 km de routes départementales, 39 collèges publics et plusieurs bâtiments départementaux pour accueillir les usagers et les employés, le Conseil départemental se mobilise au quotidien pour des infrastructures résilientes et de qualité. Il soutient par ailleurs les collectivités locales dans la gestion de leurs infrastructures et s'implique pour la recherche au niveau d'Eure-et-Loir Campus.

Le numérique et la téléphonie mobile ont constitué des orientations fortes du projet politique du Conseil départemental d'Eure-et-Loir, avec l'objectif de permettre à tous les Euréliens de bénéficier d'un accès de qualité à la téléphonie mobile et à Internet. Ces infrastructures technologiques permettent aujourd'hui d'inventer de nouveaux usages au service des euréliens et de la performance.

■ Focus sur le développement de panneaux connectés sur les routes départementales

Comment garantir le maintien en place d'un balisage de chantier ? C'est exactement le principe des panneaux de chantier connectés qui disposent d'un boîtier pouvant envoyer une alerte à une plateforme en ligne et par SMS en cas de désorientation, de chute ou de vol. Cette innovation portée par LACROIX CITY, testée pour la première fois par une collectivité, est initiée depuis mi 2019. Elle a permis de lancer une expérimentation de terrain de juin 2021 à fin 2021, qui fait l'objet en 2022 d'un retour terrain du fabricant et du Conseil départemental pour identifier les points forts et les points d'amélioration de ce tout nouvel outil.

Début de l'action : 2020

Fin prévisionnelle : 2022

Budget départemental 2021 : 12 k€

Partenaires : LACROIX CITY

Indicateurs :

- Diverses expérimentations sur le territoire des 5 agences départementales d'ingénierie et d'infrastructures.



■ Focus sur le retraitement en place sur les chantiers routiers du béton bitumineux et l'utilisation de liants végétaux

Depuis 2019, le Département soutient chaque année la recherche et le développement de l'industrie des travaux publics, en réalisant des sections de routes départementales sur la base de techniques innovantes.

Pour 2021, c'est une formulation spécifique d'enrobés à chaud qui a été déployée pour traiter une section de chaussée ancienne, de type béton. L'objectif recherché est ici d'obtenir une couche de roulement insensible aux remontées de fissures, caractéristiques des assises en béton.

Début de l'action : septembre 2021

Fin prévisionnelle : octobre 2021

Budget départemental 2021 : 100 k€

Partenaires : EIFFAGE Routes

Indicateurs :

- RD15 – Commune de COURTALAIN



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Déploiement de la fibre sur le département.
- Mise en œuvre du Service digital de détection et de traitement de zones d'alerte pour la sécurité routière (ANAI5).
- Organisation de concertation et de débats publiques sur les grands projets routiers.
- Utilisation de matériaux recyclés ou éco-matériaux sur les chantiers routiers.
- Gestion des déchets des accotements routiers.
- Sécurisation des routes départementales pour favoriser les déplacements à vélo.
- Mise en œuvre de la politique de soutien aux activités de recherche des laboratoires basés à Eure-et-Loir Campus.

Pour les agents départementaux :

- Identification et traitement des déchets sur les sites des services routiers.
- Première utilisation du Building Information Modeling (BIM) pour la construction d'un bâtiment.
- Mission innovation et transformation composée de 6,5 agents et rattachée à la Direction générale.



10 INÉGALITÉS RÉDUITES



RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES PAYS ET D'UN PAYS À L'AUTRE

Par ses politiques et ses actions dans le domaine social, le Conseil départemental contribue activement à la réduction des inégalités, qu'elles concernent les revenus et le niveau de vie, l'autonomie et l'accès aux services, l'intégration de tous à la société, l'égalité des chances ou encore les mouvements migratoires. Il agit également en ce sens dans son implication au niveau des collèges, de l'aménagement du territoire et dans ses actions culturelles territoriales.

■ Focus sur la protection des mineurs non accompagnés (MNA)

La politique du Conseil départemental en faveur de la protection de l'enfance s'adresse à tous les mineurs, sans condition de nationalité, et concerne leur santé, leur sécurité et leur moralité. Ainsi, tous les mineurs non accompagnés accueillis en Eure-et-Loir sont pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance et d'autres partenaires, pour l'hébergement, l'accompagnement, le suivi médical et psychologique, la formation, les formalités administratives et l'accès à l'emploi le cas échéant. Le nombre de mineurs non accompagnés pris en charge par le Département est en constante augmentation.

Début de l'action : compétence historique du Conseil départemental

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 4,9 millions d'euros.

Partenaires : Préfecture, ESMS Protection de l'Enfance, Education Nationale

Indicateurs :

- 199 mineurs non accompagnés suivis par le Conseil départemental
- 45 contrats jeunes d'une durée moyenne de 6 mois à la sortie du dispositif



■ Focus sur la mise en œuvre de la politique Handicap en interne

En juin 2019, le Département d'Eure-et-Loir a signé un conventionnement avec le FIPHFP (Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) pour trois années.

Après avoir mené un diagnostic précis auprès de la collectivité, des axes de progression ont été définis afin de continuer à faire évoluer son taux d'emploi, de recruter davantage de personnes handicapées et d'accompagner au mieux l'ensemble de ces agents sur cette thématique. Aussi sur 2021-2022 les équipes de la DRH se sont mobilisés sur 6 salons de recrutement avec 400 candidatures étudiées, 100 entretiens de recrutements réalisés, la mise en place de 16 duos composés dans le cadre du dispositif Duoday et un partenariat maintenu avec l'éducation nationale dans le cadre de l'accueil de 18 stagiaires ESAT dans les collèges.

Début de l'action : juin 2019

Fin prévisionnelle : 2023

Budget départemental 2021 : il n'y a pas de budget dédié

Partenaires : ESAT, écoles, pôle emploi

Indicateurs :

- Augmentation du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi : 126 au 31/12/2021 contre 111 au 01/01/2021.



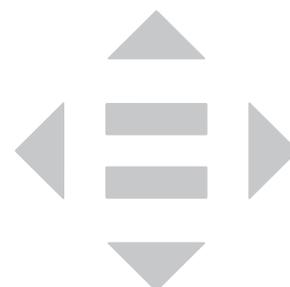
■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Emploi de 15 à 18 personnes handicapées dans les collèges en partenariat avec l'ESAT « Hors les murs », pour un budget de 180 000€/an.
- Soutien financier à la pratique d'handisport.
- Progression dans la mise en conformité de l'accessibilité des bâtiments départementaux.
- Développement et promotion de l'accueil des personnes handicapées avec des actions culturelles accessibles et inclusives.
- Organisation d'évènements culturels visant à entretenir les capacités des seniors : ateliers mémoire, numériques...
- Prêt de tablettes et ordinateur aux Euréliens ciblés.

Pour les agents départementaux :

- Amélioration et développement de l'offre de prévoyance à destination des agents.
- Rédaction d'un plan de promotion interne basé sur des critères objectifs.





FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES

Le Conseil départemental contribue par son patrimoine et ses aides à la préservation du patrimoine culturel et naturel, à son accès facile et sûr. Il s'investit auprès d'autres partenaires pour favoriser l'accès à un logement décent et renforcer l'urbanisation durable. Il se mobilise pour des déplacements sûrs et qualitatifs sur ses routes départementales, et accompagne les communes en ce sens sur leurs routes et leur patrimoine.

■ Focus sur le dispositif partenarial Bourgs-centre pour revitaliser le territoire

<https://eurelien.fr/actualite/entretien-claude-terouinard-pour-que-les-territoires-abordent-leur-avenir-en-toute>

En 2018, le Département a affirmé sa volonté d'organiser et de structurer le territoire eurélien en s'appuyant sur les "bourgs-centres". Ce souci d'équité territoriale est partagé par l'Etat, le Conseil Régional et la Banque des territoires et un protocole d'accord partenarial a été signé. Celui-ci se décline localement par la signature de conventions spécifiques sur 3 ans avec les "bourgs-centres" à l'issue d'une phase préalable d'études qui doit appréhender les enjeux du territoire, et les décliner dans des programmes pluriannuels.

Début de l'action : 2018

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 1 150 000 € (crédit de paiement). Budget global d'1 millions d'euros par bourg-centre.

Partenaires : Etat, le Conseil Régional, la Banque des territoires, communes.

Indicateurs :

- 23 communes engagées en 2021 sur les 33 concernées.
- 8 conventions signées ou finalisées.
- 5 communes ont finalisé leur projet de territoire et vont lancer le travail de programmation



■ Focus sur l'accompagnement des aidants des personnes âgées par des offres de services et des formations

Le Département pilote la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées. En 2021, de nombreuses actions ont été financées par cette instance départementale. Parmi celles-ci 7 projets en EHPAD et 10 projets en soutien aux aidants autour de thématiques relatives à l'activité physique, l'alimentation, le lien social, la prévention des chutes, la santé bucco-dentaire, la mémoire. Le 7 décembre, un salon des aidants a été organisé avec plusieurs partenaires pour informer, accompagner et soutenir les aidants afin de prévenir leur épuisement. Près de 80 ateliers ont également été organisés sur le territoire via un bus numérique pour initier ou perfectionner des seniors à l'usage des outils numériques.

Début de l'action : 2015

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 672 000 €.

Partenaires : CARSAT, ARS, CPAM, monde associatif

Indicateurs :

- 17 thématiques, 4459 bénéficiaires des actions.

■ Focus sur les actions favorisant les conditions du maintien à domicile

Par l'intermédiaire de la Maison départementale de l'autonomie et des pôles autonomie des Maisons des solidarités et de la citoyenneté, le Département établit et finance les plans d'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour plus de 5 500 personnes. Ces plans portent, entre autres, sur l'intervention d'aides à domicile, sur de l'aménagement du logement, sur du portage de repas...

Il a pris en charge, pour tout ou partie, la revalorisation des rémunérations des intervenants à domicile du secteur associatif intervenue en 2021, participant ainsi à rendre plus attractif ces métiers de contact auprès des personnes âgées dépendantes mais aussi de personnes vivant avec un handicap. Des métiers exigeants mais gratifiants car ils facilitent la vie quotidienne des plus vulnérables.

Début de l'action : 2004

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 13 680 000€

Partenaires : Les Services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Indicateurs :

- 5500 plans d'Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Mise en place d'un Plan départemental de l'habitat (PDH).
- Construction d'un Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), en lien avec l'Etat, les 2 Agglomérations et Action Logement.
- Mise en œuvre du schéma départemental de l'autonomie.
- Soutien et financement des projets d'habitat inclusif pour personnes en perte d'autonomie.
- Actions de prévention et sensibilisation au développement durable lors d'actions culturelles.
- Incitation au tri des déchets et au covoiturage lors d'évènements organisés par le Département.
- Début d'expérimentation d'une Maison départementale de la solidarité et de la citoyenneté (MDSC) écocitoyenne à la MDSC de DREUX.
- Gestion qualitative des espaces verts du parc de la Ferté Vidame, des jardins du Pré Catelan et du château de Maintenon, accessibles au public.

Pour les agents départementaux :

- Aide financière aux agents pour leurs déplacements doux, le covoiturage et les transports en commun.
- Versement d'une aide aux collaborateurs en situation de handicap pour aménager leur habitation.





ÉTABLIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES

L'action du Conseil départemental en faveur d'une consommation responsable se manifeste dans ses politiques en faveur de l'enseignement et dans ses politiques sociales. Il lutte ainsi contre le gaspillage, notamment alimentaire dans les collèges, et encourage la gestion écologique et rationnelle des produits chimiques dans les collèges et par ses services. Il veille à la réduction des déchets produits en interne, et à leur gestion, ainsi qu'à la réduction de la consommation de ressources naturelles au niveau des chantiers routiers (Cf. objectif 9). Enfin, les marchés publics passés par le Conseil départemental intègrent de plus en plus des exigences et des critères en lien avec le développement durable.

■ Focus sur la vente aux enchères sur Internet des produits dont le Conseil départemental n'a plus l'usage

<https://www.agorastore.fr/>

Soucieux de valoriser une économie circulaire vertueuse, le Département s'est engagé à donner une seconde vie à des biens de son patrimoine dont il n'a plus l'utilité en les mettant aux enchères sur la plateforme Agorastore. Ce processus d'enchère en ligne permet à des particuliers, des entreprises ou d'autres entités publiques de bénéficier de matériels à des prix optimisés qui bénéficient également au Département.

Ces ventes de biens concernent principalement les véhicules et notamment les cars qui ont été mis à disposition de la région dans le cadre du transfert de la compétence transport.

Début de l'action : 2013

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : recettes de 121 071 € nette de commission.

Partenaires : Agorastore.

Indicateurs :

- 70 ventes réalisées en 2021



■ Focus sur l'intégration de clauses sociales et environnementales dans les marchés publics du Département

Le Conseil départemental a signé en mars 2021 des conventions avec la Maison des entreprises et de l'emploi de l'agglomération Chartraine et la Maison de l'emploi, des entreprises et du numérique du Drouais. Ces deux structures ont pour objectif d'assurer la fonction de facilitateur pour l'application d'une clause sociale dans certains marchés publics du Conseil départemental (engagement pour un nombre d'heures déterminé à destination de personnes en difficultés professionnelles particulières éloignées du milieu du travail). Exemples de marchés publics de travaux comprenant des clauses d'insertion sociales : Aménagement de sécurité sur la RD 906 dans la commune de Hanches et 1ère tranche de la déviation de Châteauneuf-en-Thymerais.

En outre, le Département prévoit dans les marchés publics des clauses et/ou critères d'appréciation des offres en lien avec la prise en compte de l'environnement (techniques moins émettrices en CO2, produits issus du réemploi et/ou de la réutilisation ou comprenant des matières recyclées, optimisation des déplacements, matériaux plus écologiques, gestion des déchets...).

Début de l'action : 2021

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 0 €

Partenaires : Maison des Entreprises et de l'emploi de Chartres et du Drouais ; titulaires des marchés publics.

Indicateurs : en cours d'élaboration.

■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Valorisation locale des productions agricoles locales (voir focus de l'objectif 2).
- Approvisionnement alimentaire des collèges d'Eure-et-Loir en produits biologiques et/ou de circuits courts.
- Education et actions citoyenneté et développement durable dans les collèges avec le Conseil départemental des jeunes.
- Mise en œuvre du plan de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les collèges.
- Installations de poules et lombricomposteurs dans quelques collèges volontaires.
- Mutualisation d'équipements, de matériels, et de moyens dans une approche territoriale et dans un cadre interinstitutionnel (véhicules, locaux, personnels).
- Réutilisation des livres en surnombre de la MDEL auprès des PMI, CDE, EPLE et associations sociales et caritatives.
- Recyclage des mégots de cigarettes à Eure-et-Loir Campus.

Pour les agents départementaux :

- Formation des acheteurs à la négociation pour des relations éthiques avec les fournisseurs.
- Application de la réglementation sur l'économie circulaire dans les achats de fourniture.
- Suivi et optimisation des consommations tous fluides (eau, électricité, gaz, fioul, carburants).
- Exploitation des indicateurs énergétiques pour optimiser la consommation d'énergie.
- Tri du papier (recyclage par un ESAT), des piles, des consommables d'impression, des stylos usagés.
- Mutualisation des imprimantes et copieurs, et optimisation du paramétrage.
- Transformation par l'imprimerie des papiers usagés ou au rebut en cahiers recyclés.
- Mise en œuvre du parapheur électronique et réflexion sur la chaîne de signature et validation
- Dématérialisation des tickets restaurants.
- Utilisation de vaisselles réutilisables par les agents.



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS RÉPERCUSSIONS

En 2021, le Conseil départemental a peu contribué à la lutte contre le changement climatique tel que cet objectif le décrit, c'est-à-dire en l'intégrant dans ses politiques et stratégies. Un début de stratégie se met en place avec la création d'un poste de chef de projet développement durable et la réflexion initiée en fin d'année sur Eure-et-Loir 2040.

■ Focus sur le suivi des impacts du changement climatique

<https://www.biodiversite-centrevalde Loire.fr/>

Le Département en tant que membre fondateur de l'Agence Régionale de la Biodiversité contribue et accède aux travaux réalisés par l'Observatoire régional de la Biodiversité. Membre du Conseil d'administration, il participe à sa gouvernance et s'implique dans les actions menées, notamment l'ouverture du portail ressources en 2021.

Début de l'action : 2020

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : 0 €

Partenaires : Agence régionale de la Biodiversité, Conservatoire d'Espaces Naturels Centre-Val de Loire, France Nature Environnement

Indicateurs :

- Ouverture du portail ressources <https://www.biodiversite-centrevalde Loire.fr/en-savoir-plus-sur-ce-portail>



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les agents départementaux :

- Création de la mission développement durable avec 1/2 poste pour un état des lieux en interne.





CONSERVER ET EXPLOITER DE MANIÈRE DURABLE LES OCÉANS, LES MERS ET LES RESSOURCES MARINES AUX FINS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

De par sa localisation géographique, le Conseil départemental ne contribue pas à cet objectif spécifique aux territoires maritimes.





PRÉSERVER ET RESTAURER LES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES, EN VEILLANT À LES EXPLOITER DE FAÇON DURABLE, GÉRER DURABLEMENT LES FORÊTS, LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION, ENRAYER ET INVERSER LE PROCESUS DE DÉGRADATION DES SOLS ET METTRE FIN À L'APPAUVRISSMENT DE LA BIODIVERSITÉ

Dans le cadre de la politique des Espaces naturels sensibles (ENS), de la Gestion des Milieux Aquatiques (rivières, zones humides) et de la Protection des Inondations (GEMAPI), l'action du Département a pour objectifs de mieux gérer les eaux superficielles, en préservant et en restaurant les milieux naturels et leur biodiversité tout en offrant au public des possibilités de découverte innovantes. Par ailleurs, la stratégie de gestion des routes départementales et les aménagements fonciers menés par le Conseil départemental prennent en compte les écosystèmes terrestres.

Le Conseil départemental accompagne également techniquement et financièrement les collectivités et organismes compétents dans leurs démarches en faveur du patrimoine naturel, qu'il soit en milieu terrestre ou aquatique.

■ Focus sur l'ouverture au public des espaces naturels sensibles et la valorisation de ces sites

Dans le cadre de la politique ENS et du plan de gestion pour le site de la vallée de l'Aigre, le Département a expérimenté la régulation, par le cheptel eurélien, d'une espèce végétale exotique envahissante, la Balsamine de l'Himalaya. En effet, cette espèce, compétitrice des espèces locales, peut déstabiliser les berges et les talus. Pendant 13 semaines, 2 béliers ont pâturé dans plusieurs espaces du site. Cette expérimentation inédite, menée en partenariat avec le Conservatoire d'Espaces Naturels Centre-Val de Loire, a été concluante et ce retour d'expériences sera valorisé dans le cadre du groupe de travail « plantes invasives » au niveau national.

Début de l'action : 2021

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : moins de 5000 €

Partenaires : Conservatoire d'Espaces Naturels Centre-Val de Loire.

Indicateurs :

- Nombre de pieds de balsamine



■ Focus sur la mise en œuvre de l'éco-pâturage

Après un peu plus de trois années de développement, le cheptel eurélien apporte également sa pierre à l'édifice en limitant les fauches mécanisées de certains espaces, parfois sensibles. Ces exceptionnels collaborateurs de la Collectivité sont des moutons d'Ouessant, réputés pour leur rusticité et adaptation aux milieux les plus difficiles.

Début de l'action : 2019

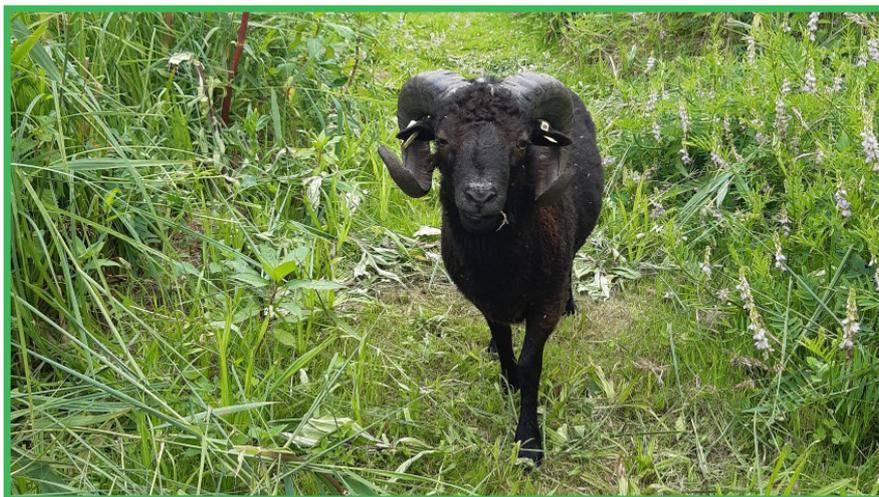
Fin prévisionnelle : Non définie

Budget départemental 2021 : 20 k€

Partenaires : aucun

Indicateurs :

- Cheptel d'une vingtaine de moutons d'Ouessant



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Ouverture au public des espaces naturels sensibles et valorisation de ces sites.
- Site Internet <https://randonnees.eurelien.fr/observons-la-nature/> pour la découverte des sentiers nature, sites naturels et autres balades euréliennes.
- Contribution technique au projet de la Maison des Espaces Naturels à Mézières Ecluzelles.
- Mise en œuvre du Plan Mare.
- Plantation de haies et d'arbres favorisée et encouragée lors des opérations d'aménagement foncier.
- Dispositif Biodiversité permettant d'accompagner les collectivités dans leurs projets Biodiversité.
- Gestion différenciée des dépendances vertes et bleues du réseau routier, en tenant compte des cycles des végétaux et de la petite faune, afin de garantir de bonnes conditions d'épanouissement pour toutes les espèces concernées.
- Restauration de la continuité écologique au droit de certains ouvrages d'art départementaux.



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET OUVERTES AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, À TOUS NIVEAUX, DES INSTRUCTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES

Le Conseil départemental est très engagé en faveur d'une société juste et pacifique, et pour une institution ouverte et efficace, que ce soit avec la mise en œuvre de ses politiques sociales, ses actions au niveau des collèges ou par son action en interne au niveau de son fonctionnement et des employés.

Ses politiques visent notamment à lutter contre la maltraitance et l'exploitation infantiles, les discriminations, la corruption sous toutes ses formes, à faciliter l'accès à la justice et réduire la violence et la mortalité associée.

■ Focus sur les permanences délocalisées des services sociaux pour être au plus proche des usagers

Le service de l'action sociale a mis en place des consultations sociales au plus près des ménages euréliens. Ses professionnels assurent ainsi plus de 167 temps de consultation chaque semaine sur 68 lieux externes et 7 sites administratifs, situés à moins de 15 kilomètres du domicile des ménages. Le choix des lieux de consultations fait l'objet d'un ajustement en fonction des besoins.

Début de l'action : 2006

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : pas de budget – conventions avec Mairies ou CCAS.

Partenaires : Mairies, CCAS, Communautés de communes

Indicateurs :

- 13 824 rendez-vous fixés en consultations sociales en externe sur les différents lieux, et 10 800 sur nos sites administratifs.
- 24 624 rendez-vous pour 4925 temps de consultations sociales.



■ Focus sur le déploiement d'un accueil social unifié au sein des MDSC

Afin de permettre aux Euréliens d'avoir un meilleur 1er niveau d'information dès le 1er contact et de fluidifier leur parcours, la fonction accueil a été totalement repensée. Aujourd'hui l'accueil est défini selon trois grands axes : l'accueil physique pour informer et orienter les usagers dès qu'ils arrivent, l'accueil téléphonique pour informer et orienter dès qu'ils appellent, l'accueil dynamique pour venir en soutien aux usagers dans leurs démarches avant et après les RDV. Cette nouvelle formule est d'ores et déjà mise en œuvre à la Maison Départementale de la Solidarité et de la Citoyenneté de Nogent le Rotrou et a vocation à se déployer sur tout le département.

Début de l'action : 2021

Fin prévisionnelle : déploiement en cours

Budget départemental 2021 : non identifié.

Partenaires : sans objet.

Indicateurs :

- Meilleure compréhension des services départementaux et de leurs actions par les usagers
- Evolution positive des mesures relatives à la qualité de vie au travail (QVT)
- Evolution positive de la satisfaction usager



■ Focus sur le renforcement du sentiment d'appartenance des agents des collèges au sein de la collectivité

Face à la double tutelle dans les établissements scolaires, un plan d'actions a été mis en place en faveur des agents ATTEE (adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement), afin de renforcer le sentiment d'appartenance des agents des collèges au Conseil départemental. Il est composé de 16 actions visant à :

- Fédérer les ATTEE en réaffirmant la gouvernance et en améliorant leurs conditions de travail,
- Améliorer la communication, l'information et la professionnalisation des ATTEE,
- Développer la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences au sein des collèges.

Début de l'action : Décembre 2019

Fin prévisionnelle : aucune

Budget départemental 2021 : dépenses courantes

Partenaires : sans objet

Indicateurs :

- 12 actions mises en œuvre sur les 16 actions du plan.



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Regroupement des services à différents endroits du territoire dans les Maisons départementales des solidarités et de la citoyenneté (MDSC) pour être au plus proche des usagers.
- Déploiement d'une solution de Gestion de la relation citoyen (GRC) pour rendre plus fluide et plus rapide la gestion des demandes des usagers.
- Construction de la plateforme d'orientation et d'information sur l'accès aux droits sociaux « Mes Aides 28 ».
- Garantir l'accessibilité des archives publiques aux citoyens.
- Mise en place d'un plan de Communication auprès des euréliens pour la transparence des actions.
- Mise en conformité de la collectivité sur la protection des données (RGPD).
- Mise à disposition d'une cellule contentieux pour une bonne gestion des litiges.
- Information sur les possibilités de recours sur les notifications destinées aux agents, usagers et fournisseurs.
- Etablissement de convention de partenariat pour tous les financements supérieurs à 23 000 euros.

Pour les agents départementaux :

- Structuration et mise à jour du plan de continuité d'activité.
- Mise en place d'un outil de gestion et de suivi de la maintenance et de l'exploitation bâtimementaires des collèges.
- Mise en œuvre de l'archivage électronique.
- Mise en œuvre d'un plan de communication interne pour assurer la transparence et la lisibilité des actions de la collectivité.
- Mise en œuvre d'un intranet collaboratif faisant office de réseau social du CD28.
- Mise à disposition sur l'intranet des procédures en matière de RH et autres.
- Mise en place de référents RH par Direction (RRH) et de permanence RH dans les sites décentralisés pour assurer la proximité de la DRH avec les services.
- Accueil des nouveaux agents avec anticipation du matériel, de l'intégration et des formations.
- Evaluation des agents sur des critères objectifs.
- Animation de la communauté managériale.
- Mise à disposition d'une cellule mobilité pour le parcours professionnel des agents.
- Mise en œuvre du programme d'intrapreneuriat des agents.
- Mise en œuvre de la nouvelle réglementation sur les négociations obligatoires dans le dialogue social.
- Réunion mensuelle entre la DRH et les organisations syndicales pour un dialogue social constant et de qualité.
- Dématérialisation des fiches de paie (déploiement en janvier 2022).
- Préparation de la réinstallation du data center pour début 2023.
- Mise en œuvre du Plan de mise en sécurité des systèmes d'information.



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



RENFORCER LES MOYENS DE METTRE EN OEUVRE LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Conseil départemental met en place des partenariats à l'échelle départementale et nationale pour la mise en œuvre de ses actions en faveur du développement durable. Il contribue à la coopération en mettant des données en open source, et participe aux objectifs nationaux et européens déclinés dans ses propres politiques. Enfin, il soutient financièrement, parfois techniquement, de nombreux acteurs départementaux dans leur démarche et leurs actions contribuant au développement durable.

■ Focus sur la mise en œuvre du marché global de performance (MGP) pour les collèges publics euréliens

https://www.lechorepublicain.fr/brezolles-28270/actualites/les-enjeux-climatiques-passent-mieux-sur-scene_14134544/

Outre un programme de travaux ambitieux permettant d'améliorer les performances thermiques du bâti et des systèmes, le marché global de performance prévoit également des actions de formation en faveur des agents des collèges portant notamment sur les installations techniques, les écogestes, la qualité de l'air... Les élèves ont bénéficié d'actions de sensibilisation adaptées à ce public tels que pièces de théâtre, calcul de leur empreinte écologique, visite d'une usine de méthanisation... Toutes ces actions s'appuient sur un réseau d'éco-délégués et de professionnels œuvrant dans les collèges en faveur du développement durable.

Début de l'action : 2021

Fin prévisionnelle : fin 2027

Budget départemental 2021 : 84 000 € TTC

Partenaires : Eiffage Energies Systèmes.

Indicateurs :

- Diminution des consommations (données disponibles fin 2022).

The screenshot shows the 'data.eurelien.fr' website interface. It features a navigation bar with 'Les données', 'Cartographe', 'Producteurs', 'Licence', 'API', and 'Contact'. A sidebar on the left lists filters for 'Vue' (Analyse, Carte, Vue personnalisée, Calendrier, Image) and 'Modifié' (years from 2022 to 2017). The main content area displays several data cards:

- 80 jeux de données**: A search bar and filter options.
- Sections de comptage du trafic routier**: Description of vehicle counting sections, with a 'rest sig' button.
- Localisation des compteurs de trafic routier**: Description of counting points, with 'rest sig' and 'Tableau Carte Export API' options.
- [Extrait Eure-et-Loir] Base SIRENE**: Description of the SIRENE database, with 'sirene entreprise etablissement unite legale' tags and 'Tableau Carte Export API' options.
- Elus d'Eure-et-Loir : conseillers et conseillères communautaires (EPCI)**: Description of the RNE database for EPCI, with 'Elus' and 'Tableau Export API' options.
- Elus d'Eure-et-Loir : conseillers et conseillères municipales**: Description of the RNE database for municipalities, with 'Tableau Export API' options.
- Elus d'Eure-et-Loir : maires**: Description of the RNE database for mayors, with 'Elus' and 'Tableau Export API' options.

■ Focus : Des données ouvertes pour une meilleure compréhension du territoire

<https://data.eurelien.fr/pages/home/>

Le Département a été en 2017 parmi les pionniers de l'open data. Data.eurelien.fr propose aujourd'hui 55 jeux de données en libre accès, dont 38 produits par le Département et ses satellites, ainsi que des extraits de bases nationales (entreprises, élus, associations, etc.). Si les usages réels sont difficiles à évaluer, les données les plus plébiscitées concernent le domaine routier, qui représente 7 des 10 jeux de données les plus téléchargés. La plateforme joue aussi un rôle de relais entre les données métiers et les sites départementaux, en alimentant l'application Boostemploi et le site Eure-et-Loir randonnées.

Début de l'action : 2017

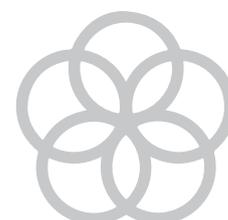
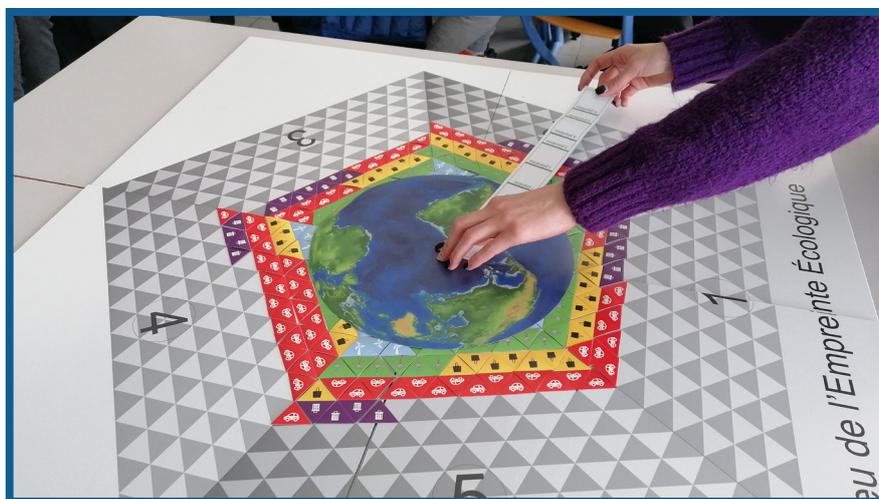
Fin prévisionnelle : sans objet

Budget départemental 2021 : 20 000 €

Partenaires informels : Eure-et-Loir tourisme, Eure-et-Loir numérique, Région Centre-Val de Loire.

Indicateurs :

- 14 jeux de données réutilisés dans 3 sites internet grâce aux fonctionnalités de la plateforme
- 5 services et 2 structures partenaires contributeurs directs ou indirects
- 12848 pages vues, plus de 4000 sessions en 2020 (données 2021 non pertinentes)



■ D'autres actions du Conseil départemental

Pour les euréliens :

- Animation de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées, accompagnement des établissements médico-sociaux.
- Contribution financière et logistique du Conseil départemental au Service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir (SDIS28) pour la sécurité des euréliens.
- Partenariat avec les Caisses d'allocations familiales (CAF) et les Mutualités sociales agricoles (MSA) pour la dématérialisation intégrale des échanges entre le Conseil départemental, les CAF et les MSA.





Conseil départemental d'Eure-et-Loir - 28028 CHARTRES Cedex

Tél. : 02 37 20 10 10 - public@eurelien.fr

www.eurelien.fr